

Appel des gilets jaunes intermittent·e·s chômeur·euse·s précaires

Nous sommes artistes, technicien·ne·s, personnels administratifs, nous travaillons dans les mondes du théâtre, du cinéma, de la musique, de la danse, du cirque, de l'audiovisuel, des arts de rue. **Nous avons décidé de rejoindre le mouvement des gilets jaunes.**

Comme beaucoup d'autres personnes, nous sommes des travailleur·euse·s précaires qui vivons de contrats courts, nous dépendons de plusieurs employeur·euse·s, nous travaillons souvent les soirs et les week-ends, sans possibilité de nous projeter dans le temps. La discontinuité et l'instabilité font souvent partie de nos métiers. **Ce que nous refusons, c'est la précarité organisée.**

À l'heure où l'intermittence de l'emploi est la réalité d'un nombre croissant de travailleur·euse·s, **une indemnisation chômage inconditionnelle doit être mise en place.**

Le 10 décembre, nous, syndiqués ou non, nous sommes réuni·e·s en assemblée générale à l'appel de la CGT spectacle, pour nous mobiliser contre la nouvelle attaque de l'assurance chômage. Dans sa lettre de cadrage aux syndicats de salariés et patronaux, le gouvernement demande une économie de près de 4 milliards d'euros sur 3 ans, à réaliser sur le dos des chômeur·euse·s. **Encore une fois le gouvernement stigmatise les prétendu.e.s assisté.e.s du marché du travail.** Mais que disent les chiffres ? Il y a 150 000 offres d'emplois et 6 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi. Sur ces 6 millions, seulement 2,4 millions de personnes sont indemnisées, soit plus d'un chômeur sur deux qui ne touche aucune allocation.

Le 30 décembre dernier le gouvernement a passé un décret pour durcir encore les conditions du droit au chômage, **menaçant les chômeur·euse·s de radiation et de suppression des allocations** dont ils et elles ont besoin pour vivre. Le but du gouvernement est clair, ce n'est pas de faire baisser le chômage mais d'y faire croire en faisant baisser le nombre d'inscrit·e·s à Pôle Emploi. En témoigne la suppression prévue de 400 postes de conseiller·ère·s et création de 800 contrôleur·euse·s.

Toute attaque contre les droits au chômage n'est pas seulement une attaque contre les chômeur·euse·s mais aussi **contre l'ensemble des salarié·e·s, pour les forcer à accepter n'importe quelles conditions salariales**, puisqu'une armée de réserve de précaires est disponible pour les remplacer.

Alors que l'évasion fiscale est estimée au minimum à 80 milliards d'euros, que les cadeaux aux plus riches se multiplient (suppression de l'ISF et de l'Exit Tax, budget du CICE doublé, baisse des cotisations patronales), on demande aux plus précaires de supporter le poids des économies. **Les gouvernements successifs et le medef poussent à la précarisation généralisée de la société.** Dans notre société actuelle où le plein emploi n'existe pas, nous voulons que tout.e.s les chômeur·euse·s soient indemnisé·e·s et que l'indemnisation chômage soit généralisée.

Nous invitons toutes les professions intermittentes, assistant·e·s maternel·le·s, technicien·ne·s de surface, pigistes, intérimaires, auxiliaires de vie scolaire, les découragé·e·s de Pôle Emploi et les invisibles du système, à se mobiliser et à se coordonner. **Sortons de notre isolement et réunissons-nous** sur les ronds-points, les parkings, les places, les lieux de travail, en assemblées, en manifs, pour formuler des revendications communes et construire des actions collectives.

Nous appelons toutes les assemblées de gilets jaunes à **intégrer la question de l'assurance chômage** dans la revendication d'une société plus juste et libérée de la précarité.

Gilets jaunes intermittent·e·s chômeur·euse·s précaires, affirmons nos valeurs démocratiques, contre toutes les oppressions : racistes, sexistes, homophobes, transphobes, autoritaires. Maintenons la pression sur le gouvernement et les organisations patronales par des blocages, des occupations, des grèves, des manifestations et des interventions coup de poing.

Soyons solidaires et gilet-jaunons les entreprises, organisons ensemble la lutte et la grève générale.

POUR UNE JUSTICE SOCIALE, FISCALE ET ENVIRONNEMENTALE.

Texte adopté à l'unanimité moins une personne à l'AG du 4 février 2019, à la Bourse du travail de Paris.